

Elections cantonales - mars 2008

Déclaration pour un Morbihan innovant et solidaire

Signataires :

**Parti Socialiste
Parti Communiste Français
Les Verts
Union Démocratique Bretonne
Parti Radical de Gauche**

En cohérence avec l'action de la majorité de la Région Bretagne présidée par Jean-Yves LE DRIAN, nous sommes signataires de cette ***Déclaration pour un Morbihan innovant et solidaire***. En harmonie avec les Conseils généraux du Finistère, des Côtes d'Armor, d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Atlantique, nous nous impliquons pour rendre possible **le changement de majorité au Conseil général**.

Face à la politique de Nicolas Sarkozy et de la droite, qui a des conséquences très négatives sur la vie des Morbihannais, **nous affichons une volonté sans faille de proposer des politiques de Gauche**. Confrontés à une remise en cause du pacte social (accueil des enfants de moins de 3 ans, mise en place des franchises médicales...), nous souhaitons que le Département devienne exemplaire sur la question sociale.

Par ailleurs, au moment où l'Etat se désengage - suppression de tribunaux et de services publics, baisse globale des dotations et subventions aux territoires, transferts de compétences sans compensation financière totale, **nous jugeons utile la complémentarité des majorités de Gauche au sein des collectivités locales**.

Nous proposons aux Morbihannais **une nouvelle démarche qui concilie les valeurs de progrès et l'efficacité de l'action**. Face aux défis de la mondialisation, du changement climatique et de la démographie (+ 100 000 habitants dans notre département en 2030), **nous affichons notre ambition pour une politique innovante au service de tous**.

Cette politique repose sur trois principes :

- Le développement durable et solidaire

Le développement, la création de richesses, doivent être justement partagés entre les Hommes. **C'est notre collectif qui se joue**. La question sociale comme la question environnementale sont au cœur du développement durable et solidaire.

L'enjeu alimentaire (+ 3 milliards d'habitants en 2050), l'accès à l'eau potable et aux soins, la protection de l'environnement, les transports en commun, le fret ferroviaire et la diversification énergétique représentent des enjeux considérables. Ils impliquent pour le Morbihan une **stratégie globale de développement durable et solidaire** : croissance durable et renforcement d'une économie ancrée sur le territoire pour lutter contre les délocalisations, innovation sociale, enjeu éducatif, facteur écologique, autonomie énergétique, diversité culturelle et linguistique...

Un **Agenda 21** incarnera cette volonté et sera animé par une vice-présidence spécifique et transversale. Cette méthode permettra la cohérence entre notre stratégie de développement durable et solidaire, sa mise en œuvre et son évaluation.

- Egalité, attractivité et solidarités

La lutte contre les discriminations et les inégalités sociales est un enjeu social, moral et économique. Nous considérons que le développement des solidarités territoriales, l'égalité Femmes-Hommes, la diversification des acteurs du lien social représentent des facteurs importants de l'attractivité du Morbihan et de l'efficacité des politiques départementales.

- Une démocratie locale concertée, évaluée et assise sur les Pays

L'action du Conseil général du Morbihan doit franchir une étape en matière de démocratie par **une réelle concertation avec les acteurs et les habitants**. Le politique doit tenir compte plus régulièrement d'une multitude de points de vue et d'expériences. A ce titre, l'évaluation des politiques publiques fait partie intégrante de la démocratie participative et représentative. Le Conseil général tiendra compte de l'évolution des politiques territoriales en reconnaissant les Pays comme porteur de projets.

A partir de ces 3 principes, nous prenons 7 engagements :

Innovation sociale

Sur le plan social, en répondant au **défi démographique** : renforcer l'accueil de la petite enfance par un meilleur soutien aux acteurs (collectivités, associations, entreprises) ; garantir la diversité de prises en charge des personnes âgées ; assurer l'autonomie des personnes handicapées, promouvoir une véritable politique d'insertion sociale et professionnelle et initier une politique d'égalité Femmes / Hommes (gestion du personnel du Conseil général...).

De manière transversale, nous souhaitons **une nouvelle politique de prévention**, notamment en accompagnant les politiques de santé publique (alimentation, addictions, maltraitance, suicide, contraception...), la politique de la Ville (participation par exemple au financement des *Contrats Urbains et de Cohésion Sociale*) et les associations de prévention.

Equilibre territorial

Sur le plan de l'aménagement du territoire, nous proposons une nouvelle politique territoriale fondée sur des **contrats pluriannuels de développement** avec les intercommunalités et les Pays.

Nous souhaitons également impulser des dynamiques dans les domaines **de l'habitat** (maîtrise du foncier via *l'Etablissement public foncier régional*) et du **logement social public et privé** (constructions, réhabilitation, financement), **des transports** (transports scolaires, nouvelle carte des lignes départementales...) et **des infrastructures** avec comme priorités les ports, le rail et le réseau *Très Haut Débit*.

Par rapport aux défis démographiques qui constituent les enjeux du prochain Conseil général, **nous proposons de maîtriser :**

- le déséquilibre entre le Centre-Bretagne et la zone côtière, en veillant à assurer une mixité sociale et générationnelle sur l'ensemble du territoire ;
- la perte de terrains agricoles et d'espaces naturels sous l'action de l'urbanisation.

Attractivité économique

- **Sur le plan économique**, en conduisant une politique partenariale avec la Région Bretagne - chef de file du développement économique - et les intercommunalités. **Les enjeux sont importants** : améliorer l'**attractivité** de notre territoire - en Centre-Bretagne notamment ; conforter nos **activités agricoles, industrielles et de services** : agriculture diversifiée et agroalimentaire avec recherche de qualité environnementale, pêche / commerce et activités portuaires, construction navale, images et communication...

Nous proposons aussi de structurer de nouvelles filières tel que *Développement durable, construction Haute Qualité Environnementale et diversification énergétique* et de soutenir les acteurs de l'**économie sociale et solidaire** et en particulier les associations.

- **Sur le plan de la recherche et de l'innovation**, en fédérant pleinement les acteurs de l'enseignement supérieur - *Université de Bretagne Sud* et *IUT* en particulier, les entreprises et les collectivités locales (pôles de recherche et d'enseignement supérieur, pôles de compétitivité, clusters, télédistance, réseaux PME/TPE...). Nous proposons un **Schéma départemental de la recherche, de l'innovation et des technologies** afin de rendre lisibles et efficaces les financements.

Dynamisme éducatif et culturel

- **Sur le plan éducatif**, en créant de **nouveaux collèges publics** pour répondre aux évolutions démographiques ainsi qu'au principe de liberté de choix des familles, en soutenant les initiatives locales et les projets d'établissement (lien avec les priorités du Conseil général comme *Développement durable et solidaire et Egalité Femmes / Hommes*), et en épaulant les **associations d'éducation populaire**.

- **Sur le plan culturel**, en définissant avec les acteurs concernés un **Schéma départemental culturel et linguistique**. Il faut accompagner, soutenir et dynamiser les structures professionnelles de notre région et prendre en compte l'évolution des pratiques amateurs dans le cadre d'une diversité à réaffirmer. **La mise en oeuvre volontariste**, conformément au vote unanime de la Région Bretagne en 2004, **d'une politique linguistique afin d'assurer la préservation, la transmission et le développement du breton et du gallo**.

Urgence écologique

- **Sur le plan énergétique**, en proposant un **Plan Climat Global** avec des mesures d'économie d'énergies (généralisation des « bilans carbone », gestion économe de l'eau, développement des transports en commun, de la construction et de la rénovation HQE...) et en faveur de la production d'énergies renouvelables (biomasse, solaire, filière hydrogène, éolien et autres). L'objectif est clair : renforcer notre autonomie énergétique.

- **Sur le plan environnemental**, en faisant du **Morbihan un Eco-département** : stratégie de reconquête de la qualité de l'eau, politique d'achat responsable permettant notamment d'offrir des débouchés dans les cantines des collèges à l'agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement (dont l'agriculture biologique), introduction de manière plus large des critères environnementaux et sociaux dans les appels d'offres, protection de la biodiversité et gestion durable des déchets (priorité à la collecte sélective et au traitement par filière).

Stratégie européenne et mondiale

- **sur les plans économiques, éducatifs et culturels**, les intérêts et valeurs du Morbihan doivent être représentés de manière permanente à Paris et à Bruxelles. Cette stratégie implique la mobilisation et la coordination des citoyens et des acteurs sur le **rapport local / global** : cohérence des filières économiques (marchés européens et mondiaux), des initiatives éducatives et culturelles (programmes d'échanges...), des coopérations décentralisées...

Concertation et rapport aux citoyens

Nous proposons aux Morbihannais un nouveau pacte représentatif à travers la mise en place d'une **Conférence permanente des acteurs éducatifs, culturels et socio-économiques** (issus en partie des *Conseils de développement* des Pays) et d'un **Conseil général Jeunes**.

Candidatures de Gauche

Les 3 principes et les 7 engagements énoncés ci-dessus constituent le socle d'une majorité moderne pour un Morbihan innovant et solidaire. Lors de la prochaine campagne, nos propositions respectives seront inspirées de cette *Déclaration*.

Dans cet esprit, **nous présentons des candidatures de Gauche qui se réfèrent à cette Déclaration au premier et/ou second tour(s) des élections cantonales de mars 2008 en fonction des contextes locaux.**